Mesdames et Messieurs les membres des instances de direction des établissements d'enseignement supérieur,

Chers membres du corps académique,

Madame la ministre de l'Enseignement supérieur,

Voilà déjà six semaines que le confinement a débuté et que les établissements d'enseignement supérieur sont fermés. Face à cette crise, il a été décidé de maintenir l'enseignement via des cours à distance. La suppression des cours en présentiel était la bonne solution. Depuis, le temps est passé et les étudiants-es subissent, bien malgré eux, les problèmes que cette nouvelle technique d'enseignement engendre.

Même si des mesures ont été prises, **de nombreux étudiants-es se sentent toujours abandonnés-es par les autorités académiques**. Les consignes données aux étudiants-es ne sont pas claires, les cours ne sont pas tous dispensés et manquent parfois de supports adéquats. À ceci, s'ajoute l'accroissement des inégalités entre les étudiants-es : nombreux sont ceux qui ne disposent pas du matériel informatique et ne bénéficient pas des conditions d'étude nécessaires pour suivre les cours correctement, et encore moins pour pouvoir envisager une session d'examens sereinement.

Le nombre de témoignages d'étudiants-es en **situation de détresse psychologique** ne cesse de croître. Les conseils étudiants des divers établissements en Fédération Wallonie-Bruxelles en ont ainsi récoltés des centaines. Alors que certains d'entre eux-elles sont directement touchés-es par la maladie, et que d'autres vivent des situations familiales compliquées (ou sont extrêmement isolés), tous-tes doivent faire face au stress lié à cet enseignement à distance et aux difficultés qu'il engendre. Dans de nombreux cours, des consignes relatives aux examens ont déjà été envoyées. Néanmoins, nous constatons avec regret que les **difficultés des étudiants-es ne sont que trop peu prises en compte**, que souvent les conditions d'évaluation sont très strictes, voire totalement discriminatoires, et qu'enfin, les cours ne sont que trop rarement adaptés à la situation que nous vivons.

En outre, dans certains cas, nous assistons avec consternation et incompréhension à la mise en place de dispositifs de surveillance des étudiants-es. Le caractère intrusif ces modalités d'évaluation pose question ; leur atteinte au droit à la vie privée et aux libertés individuelles des étudiants-es, aussi. Pourquoi la confiance ne serait-elle pas de mise dans pareille situation ?

Nous vous adressons donc cette lettre afin de vous demander de prendre des mesures fortes pour soutenir les étudiants-es. **Nous ne disons pas non plus que rien n'a été fait**. Nous savons que le caractère inédit de la situation est complexe pour l'ensemble des acteurs-rices et sommes conscients-es que vous avez déjà adopté, parfois dans un très court laps de temps, de nombreuses mesures permettant de pallier plusieurs incohérences. Toutefois, ajouter une semaine blanche, donner plus de pouvoir aux jurys ou encore donner les informations liées à l'organisation des examens pour le 27 avril étaient, de notre point de vue, les prescrits minimums.

Il est maintenant impératif de prendre des mesures plus ambitieuses, de diminuer toute source de stress et d'inégalité causée par la situation actuelle et d'envoyer un signal clair au corps étudiantin. Le 27 avril est la date limite de remise des fameuses fiches ECTS qui reprendront, pour chaque cours, les conditions d'examens. Nous vous demandons donc de veiller à ce que ces huit dispositions particulières soient prises pour chaque cours, à savoir :

1. **Alléger** la matière quand celle-ci n'a pu être vue correctement ;

2. **Ne pas autoriser** des systèmes anti-triches non-fiables ou susceptibles de commettre des intrusions graves dans la vie de l'étudiant. Ces systèmes ayant été développés dans l'urgence, il n'existe aucune garantie de leur résultat, ni aucune balise pour le respect de la vie privée;
3. **Adapter** les examens aux situations complexes que vivent les étudiants-es (privilégier les travaux et si la matière ne le permet pas, prévoir des examens à cours ouvert/oraux à distance), sans que cela ne représente une trop grande surcharge de travail pour les enseignants-es;
4. **Développer** considérablement le soutien psychologique accessible aux étudiants-es, afin de les aider à surmonter au mieux cette crise. Car, nous ne mentons pas, la santé mentale et psychologique des étudiants-es est en danger;
5. **En cas d'échec**, ne pas compter cette année dans votre calcul de finançabilité. En effet, les conditions étant compliquées pour TOUS-TES les étudiants-es, il serait bon de ne pas les pénaliser outre mesure en cas d'échec;
6. **Donner** une note administrative pour tous les stages annulés;
7. **Reporter** la remise des mémoires (et non pas uniquement de quelques jours);
8. **Annuler** les pénalités pour des absences en cours obligatoires ou des travaux rendus en retard. Des annulations d'épreuves et des notes administratives doivent pouvoir être mises en place.

Mesdames et Messieurs, **les étudiants-es poussent un cri de détresse**, nous nous en faisons le relais. Il est temps de réellement prendre en compte les revendications étudiantes. C'est à vous de prendre les mesures, de donner les consignes aux établissements et professeurs. Vous ne pouvez pas laisser cette session de juin ressembler à un champ de ruines. Les étudiants-es ne doivent pas être abandonnés dans cette situation extrêmement difficile ; ils n'ont pas à pâtir de cette crise. Plus que jamais, les mots d'ordre doivent être la bienveillance, la solidarité et la souplesse. A situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles...

Mesdames et Messieurs, nous comptons sur vous pour trouver de véritables solutions dans l'intérêt des étudiants.

Veillez recevoir nos salutations distinguées.

Comac étudiants, Défi jeunes, écolo j, les EDH, la FEL, Les jeunes FGTB, Le Mouvement des Jeunes Socialistes, l'Union Syndicale Étudiante (USE).